



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 3245

Texte de la question

AVENIR DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Jean Proriol, pour le groupe DL.

M. Jean Proriol. Monsieur le Premier ministre, dans une France qui recule au douzième rang sur quinze au palmarès européen de la richesse par habitant, les fractures intérieures se creusent dangereusement. La fracture sociale s'aggrave. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Qui le dit ? Pas l'opposition, mais un ancien ministre de votre gouvernement, candidat à la présidence de la République : « Aujourd'hui, il y a devant Lionel Jospin une fracture sociale qui s'accroît tous les jours. »

Un député du groupe Démocratie libérale et Indépendants. C'est vrai !

M. Jean Proriol. La fracture sanitaire s'amplifie avec des grèves en cascade : lundi, les hôpitaux ; mardi, les infirmières ; mercredi, les médecins. Bref, la France est au SAMU, c'est-à-dire aux urgences.

Quant à la fracture sécuritaire, c'est l'explosion de la délinquance et de la criminalité. Qui le dit ? Pas nous, mais tous les professionnels - gendarmes, policiers, magistrats, pompiers, médecins - et toutes les images à la télévision en témoignent. Les incendies de voitures deviennent un mode rodéo d'expression courante : à Strasbourg, dans les régions lyonnaise et stéphanoise, et même une bonne ville d'Auvergne de 24 000 habitants, Le Puy, n'a pas été épargnée vendredi dernier.

Mme Odette Grzegorzulka. C'est *Apocalypse Now* !

M. Jean Proriol. L'inaction, la passivité et même l'impuissance du Gouvernement rendent quasi quotidiens des actes qui, voilà peu de temps encore, étaient exceptionnels. Et ce sont souvent les plus modestes qui en sont les premières victimes.

M. Georges Frêche. Démago !

M. Jean Proriol. Oubliés les beaux discours : celui de Villepinte, les 24 et 25 octobre 1997, celui du plan Jospin « sécurité, délinquance juvénile » du 27 janvier 1999,...

M. le président. Monsieur Proriol, posez votre question. (*Exclamations sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. Jean Proriol. Je termine, monsieur le président.

... celui des assises de la police de proximité du 30 mars 2000. Devant tous ces discours, la réalité est d'une infinie tristesse. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Quel spectacle ! Quel bilan pour un gouvernement au pouvoir depuis cinq ans alors que le rideau de la fin de partie se déchire ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Ma question est courte : où va la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie*

française-Alliance. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Lionel Jospin, Premier ministre. Monsieur le député, où va la France ? A l'évidence vers deux élections, ce qui explique la tonalité de votre question. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

A cette occasion, nous irons volontiers...

M. Pierre Lellouche. Dans le mur !

M. Arnaud Lepercq. Au dépôt de bilan !

M. le Premier ministre. ... vers un débat de vérité.

Puisqu'on parle de vérité, je répondrai clairement aux deux premiers points qui m'ont valu votre interpellation.

Le premier concerne la place de la France parmi les pays européens pour ce qui concerne le revenu par habitant. Si vous regardez non l'évolution globale, mais la séquence de temps (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*), vous constatez que le revenu par habitant a diminué de près de 10 % - de 9,6 % exactement - entre 1993 et 1997 en moyenne alors qu'il a progressé, entre 1997 et 2001 (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*), certes faiblement, de 0,6 %. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. Richard Cazenave. Sur une période de vingt et un an, il y a tout de même quinze ans de socialisme !

M. le Premier ministre. Les chiffres sont là : regardez-les ! (*Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

Ce qui veut dire que, si un écart s'est creusé avec nos partenaires, cela s'est produit pendant que vous étiez aux responsabilités ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

En second lieu, nous avons entendu avec intérêt évoquer à nouveau, à l'occasion d'un déplacement, le thème de la fracture sociale, qui avait occupé beaucoup de place en 1995. Ce thème, qui avait totalement disparu entre 1995 et 1997, fait une résurgence fugitive. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Arnaud Lepercq. Ça vous embête !

M. le Premier ministre. A cet égard, je prendrai quelques exemples simples, qui peuvent être vérifiés par les médias et les Français : le nombre des RMistes, qui avait augmenté de 50 % entre 1993 et 1997, est en baisse depuis l'année dernière ; la couverture maladie universelle, qui permet à des millions d'hommes et de femmes, qui ne le pouvaient pas auparavant, d'accéder à la santé dans de bonnes conditions, a été décidée par nous.

M. Georges Tron. Avant, il y avait l'assurance personnelle !

M. le Premier ministre. L'allocation personnalisée à l'autonomie, qui concernera 800 000 personnes, a été décidée par nous. (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

M. Philippe Briand. Qui va payer ?

M. le Premier ministre. Les emplois-jeunes aident la jeunesse à trouver du travail. Là encore, mesdames, messieurs les députés de l'opposition, vous ne devriez pas venir sur ce terrain prématurément. (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*), et surtout de façon inexacte. (*Protestations sur les mêmes bancs.*)

M. Georges Tron. Vous avez ruiné la France !

M. le Premier ministre. Quant à la sécurité, je n'ai pas à intervenir longuement car c'est le lot quotidien de vos interventions, en tout cas quand vous êtes dans l'opposition, vous en parlez moins quand vous êtes au pouvoir. Sachez que nous traitons de front les problèmes de sécurité. *(Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)*

M. Thierry Mariani. Non !

M. Georges Tron. Vous ne lisez même pas les rapports que vous commandez !

M. le Premier ministre. Nous avons défini une démarche, dégagé des moyens et nous aborderons le débat, sur ce sujet comme sur les autres, le moment venu. La sécurité est en effet un sujet extrêmement difficile et il serait plus utile de rappeler qu'elle est de la responsabilité de tous *(Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants)...*

M. Georges Tron. Non : c'est la vôtre !

M. le Premier ministre. ... plutôt que de dédouaner l'ensemble des responsables de ces actes d'insécurité. Je pense que nos résultats en termes de moyens et de volonté, ainsi que notre nouvelle façon de traiter la délinquance chez les jeunes supportent la comparaison avec ce que vous avez fait lorsque vous étiez aux responsabilités. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - « Hou ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)*

M. Richard Cazenave. Vous devriez avoir honte, après quinze ans de socialisme !

Données clés

Auteur : [M. Jean Proriol](#)

Circonscription : Haute-Loire (2^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3245

Rubrique : Etat

Ministère interrogé : Premier Ministre

Ministère attributaire : Premier Ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 janvier 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 23 janvier 2002